

Nouvelles locales du vendredi 29 avril 2016

@rib News, 29/04/2016 - Politique - L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les malversations économiques (OLUCOME) a sorti ce vendredi un communiqué concernant le dialogue inter burundais. Le président de cet observatoire a commencé par s'indigner des assassinats qui s'observent dans le pays et plus particulièrement en mairie de Bujumbura. Gabriel Rufyiri remercie tout de même la médiation des efforts consentis pour que la crise soit résolue. Etant convaincu que les négociateurs d'Arusha en 2000 se sont focalisés sur le partage des postes entre politiciens, il précise que cette organisation ne va pas cautionner une telle tendance si les négociateurs aujourd'hui y pensent à la seule seconde.

Selon lui, lors de ces pourparlers, ils devraient plutôt se pencher sur le respect des accords d'Arusha, le respect des libertés individuelles et publiques, le désarmement, le retour des réfugiés, la répartition des pouvoirs, la réouverture des médias, la lutte contre la corruption, l'annulation des poursuites judiciaires contre certains leaders de l'opposition, la libération des prisonniers politiques. Ainsi, il demande au gouvernement de ne pas se borner à négocier avec ses amis politiques seulement. A la médiation, il demande de prendre toutes les précautions pour que ces pourparlers durent le maximum de temps possible avec des résultats tangibles et de proposer à la fin la mise sur pied d'une commission de suivi de la mise en application des clauses de ces pourparlers. Aux politiciens, il demande la participation à ces pourparlers et à privilégier l'intérêt des burundais, de s'abstenir de tout ce qui mettrait en péril l'initiative de faire preuve de lucidité afin de trouver une paix durable pour le pays, à la communauté internationale de rester aux côtés des burundais et de prêter main forte à ces pourparlers. Enfin, à la société civile burundaise de continuer à oeuvrer ensemble même si c'est difficile et de collaborer avec les autres burundais. - Le collectif des survivants et victimes du génocide Hutu de 1972 a demandé à l'assemblée nationale de reconnaître le 29 avril comme journée nationale de commémoration du génocide Hutu et de faire en sorte que celle-ci soit déclarée fériée. Le collectif a par ailleurs appelé au gouvernement de lui octroyer des terrains dans toutes les communes du pays pour y ériger des monuments en mémoire des victimes de cette tragédie. Le collectif a animé ce vendredi une conférence de presse dans laquelle ont été invités des Hutu ayant fui en 1972 qui depuis n'étaient pas revenus au Burundi. Pour le coordinateur international du collectif, il existe mille fosses communes au Burundi dans lesquelles ont été enterrés des Hutus. Selon l'anthropologue Frédéric Nzeyimana, les lieux ont été utilisés depuis pour la mise en oeuvre de projets de l'Etat comme l'aéroport international de Bujumbura et le dépotoir de Buterere. - Droit de l'Homme - Une fouille-perquisition musclée a été menée conjointement par la police et l'armée dans le quartier Magarama à Gitega ce vendredi matin. 9 personnes pour la plupart des fabricants et commerçants de boisson prohibée communément appelée "Kanyanga" ont été arrêtées et 1000 litres de cette boisson ont été saisis. L'une des personnes interpellées avait avec elle des chaussettes militaires. Elle a été également arrêtée et incarcérée. Les habitants du quartier ont été perturbés dans leurs activités au blocus des forces de l'ordre. - Justice - Les quatre caporaux, Prosper Nikoyagize, Léonidas Bibomana, Roger Gateretse et Viateur Nduwimana ont comparu ce vendredi devant l'officier du ministère public en mairie de Bujumbura. C'est ce qu'a annoncé le procureur général de la République, Valentin Bagorikunda qui a lu un communiqué face à la presse. Le magistrat a fait savoir que plusieurs dossiers relatifs à des assassinats d'autres officiers sont en cours d'instruction. Ce responsable du parquet burundais a par ailleurs annoncé que huit suspects ont été arrêtés dans l'affaire de l'assassinat du général Adolphe Nshimirimana, cinq inculpés sont en prison dans la tentative d'assassinat du général Prime Niyongabo, chef d'état-major. Pour l'assassinat du lieutenant-colonel Darius Ikurakure, la justice recherche le caporal Longin Ndayishimiye, présumé auteur, alors que trois personnes ont été également arrêtées dans l'affaire de l'assassinat de la femme d'OPC2 Donatien Ndabigeze. Dans les autres dossiers ouverts, aucun suspect n'a été appréhendé, précise-t-il. Cela concerne l'assassinat du colonel Jean Bikomagu, de l'APC Dieudonné Sabiyumva, du major Didier Muhimpundu, du capitaine Alie Mugabonuwundi et du colonel Emmanuel Buzubona. - Les quatre caporaux arrêtés dans l'affaire de l'assassinat du général de brigade Athanase Kararuzza sont de nouveau détenus au cachot du Service de Renseignement. Ils venaient de comparaître au parquet de la République en mairie de Bujumbura. Ces militaires ont été emmenés par un officier de ce service du nom de Nkoroka alors qu'ils s'apprêtaient à retourner en prison d'où ils étaient venus. Aucune information ne filtre sur ce changement de programme. - Le Tribunal de grande instance de Rumonge vient de condamner lors d'une audience publique, 9 détenus de la prison de Murembwe de la même province. Tous sont accusés d'avoir tenté de s'évader dimanche dernier, de détention illégale d'armes, de destruction de biens et de tentative d'assassinat. Selon le substitut du procureur, le tribunal a prononcé des peines de 30 ans de prison contre Jean Bosco Niyongabo, Olivier Niyuhire et Sylvestre Misago, 22 ans contre Tharcice Sabushimike, 7 ans contre Édouard Nzambimana et Isaac Minani et 2 ans contre Antoine Ndayishimiye, Isaac Mambo et Gérard Ntunzwenimana. Certaines de ces personnes sont des prévenues, les autres étant condamnées. - Sécurité - hommes, deux femmes et un enfant ont été tués la nuit dernière dans la zone de Musaga lors d'une attaque menée par 4 individus armés de fusils. Le porte-parole de la police Pierre Nkurikiye indique que les victimes se trouvaient dans un petit bistrot. L'une des victimes était un sous officier de l'armée en civil. Selon Nkurikiye, l'attaque n'avait pas de cible précise. Il trouve qu'il s'agissait d'un terrorisme aveugle et ce militaire n'était pas du tout visé. - Après la mort de cinq personnes ce jeudi soir dans le quartier de Gitaramuka de la zone Musaga, l'administration annonce que le bilan s'est alourdi. Alexis Ntimpirangeza, le chef de quartier indique qu'il y a deux autres victimes, une jeune fille et un enfant de six ans. Parmi les 5 morts de la nuit de ce jeudi, figurent une maman enceinte et son enfant de moins de 3 ans. D'après les habitants de ce quartier, c'est la première attaque perpétrée dans ce quartier depuis le début de la crise. - Un homme en possession d'un pistolet a été arrêté aux environs de 9 heures, quartier 7 dans la zone de Ngagara ce jeudi. L'individu a maîtrisé par des habitants au moment où avec un complice, il a tenté de tuer un domestique. Des militaires sont intervenus et l'ont embarqué. Rien n'est connu concernant les mobiles de son acte ni les origines de cette arme.